

Denis DUPRÉ

# CAMP PLANÉTAIRE : UN DANGER BIEN RÉEL

ORGANISONS LA RÉVOLTE !

Le monde devient un camp planétaire, dans lequel une proportion de plus en plus grande de la population est enfermée, en raison de la raréfaction et du mauvais partage des ressources. La multiplication actuelle des camps de réfugiés est un des premiers signes de cette tendance.

Que le monde tende à fonctionner selon la logique des camps est le dernier tabou. Un monde où les pratiques s'uniformisent. Un monde où les chefs de camp, pour assurer leur luxe, pillent et détruisent les ressources de la planète. Un camp planétaire où les conditions de vie se dégradent chaque jour un peu plus et où la survie de tous n'est pas l'objectif.

Un sursaut est nécessaire pour éviter la soumission et démanteler le camp. Comment résister ? Sur quoi ne devons-nous pas transiger ? Comment rebâtir une société humaine ?

L'auteur propose ainsi de se révolter de manière efficace et rebâtir ensemble une société d'humains selon nos propres règles. Pour cela, il invite à se construire de la manière suivante : vouloir être libre, refuser l'exclusion, raisonner notre consommation et notre production, éclairer nos peurs, mettre les experts au service des citoyens, participer aux lois et aux systèmes de régulation.

Une invitation à reprendre le pouvoir.



*Denis DUPRÉ est enseignant chercheur en finance, éthique et écologie territoriale à l'Université de Grenoble. Ingénieur, philosophe, il milite contre une finance destructrice et propose des actions concrètes sur son site « Crise et éthique de l'action ».*

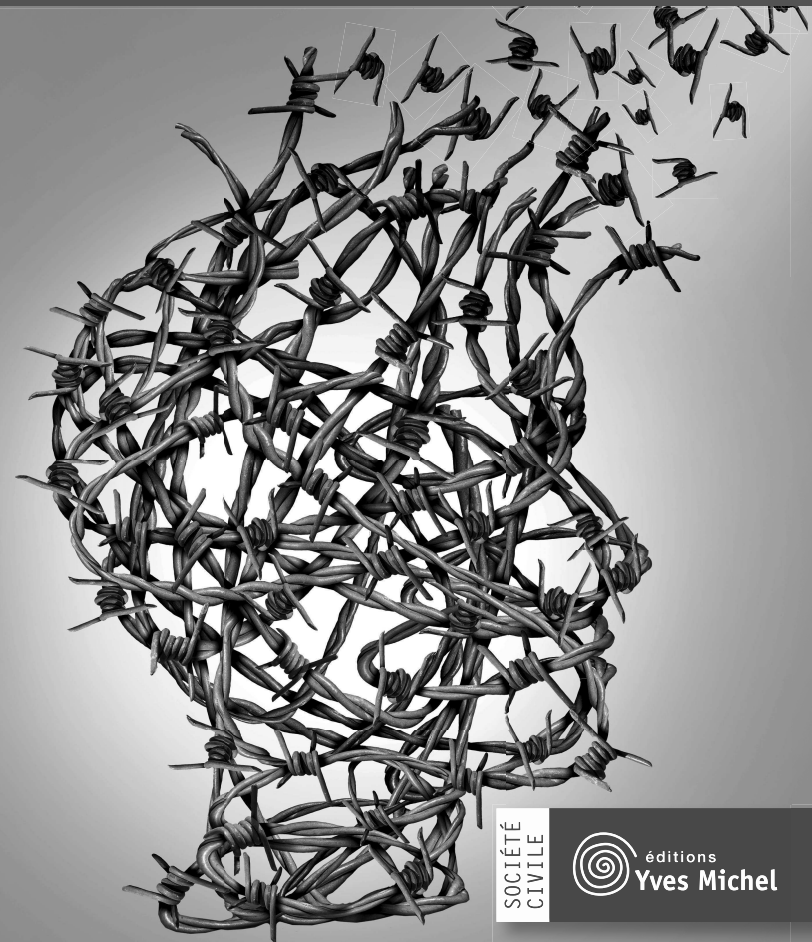
Éditions Yves Michel  
Collection Société Civile  
www.yvesmichel.org



Denis DUPRÉ

# CAMP PLANÉTAIRE UN DANGER BIEN RÉEL

ORGANISONS LA RÉVOLTE !



SOCIÉTÉ  
CIVILE

éditions  
Yves Michel

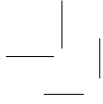
Denis DUPRÉ

CAMP PLANÉTAIRE, UN DANGER BIEN RÉEL

## Table des matières

<b>Préambule : siffler en travaillant .....</b>	<b>11</b>
<b>I. Le camp planétaire :</b>	
<b>nous y sommes presque.....</b>	<b>21</b>
Le vivant meurt et le toxique se répand .....	21
<i>Disparition des espèces .....</i>	<i>22</i>
<i>Pollution de l'eau et de l'air .....</i>	<i>26</i>
Une planète qui rétrécit aux ravages .....	29
<i>Des ressources planétaires qui diminuent .....</i>	<i>31</i>
<i>Des ressources vitales privatisées .....</i>	<i>32</i>
L'émergence du camp planétaire .....	38
<i>Îles pour riches et camps pour pauvres.....</i>	<i>43</i>
<i>Le camp planétaire : un héritage nazi.....</i>	<i>46</i>
<i>Comment nous laissons faire .....</i>	<i>53</i>
<b>II. Le camp : soumission ou résistance .....</b>	<b>113</b>
La pente facile de la soumission.....	59
<i>Destruction de la vie privée.....</i>	<i>60</i>
<i>Culte de la performance .....</i>	<i>62</i>
<i>Asservissement par la bourse et la dette .....</i>	<i>66</i>
<i>Nocivité des très grandes entreprises .....</i>	<i>71</i>
L'organigramme du camp .....	84
<i>Une oligarchie qui fascine.....</i>	<i>84</i>
<i>Ceux qui font fonctionner le camp.....</i>	<i>88</i>
<i>Les hommes « en voie de désintégration » ....</i>	<i>96</i>

Les chemins de la résistance.....	99
<i>Éviter les pièges de l'individualisme</i> .....	100
<i>Oser nommer ce qui fait le camp</i> .....	102
<i>Préserver notre dignité humaine</i> .....	103
<i>Se servir d'une arme : l'humour</i> .....	104
<b>III. Démanteler le camp et rebâtir</b> .....	113
Sur quoi nous ne devons pas transiger ? .....	114
<i>Garder les yeux ouverts</i> .....	114
<i>Choisir d'être libre</i> .....	115
<i>Ne pas fabriquer d'exclus</i> .....	118
<i>Respecter la capacité de notre planète</i> .....	120
Comment agir dans notre société humaine ?.....	121
<i>Penser notre production</i> .....	122
<i>Penser notre « juste part »</i> <i>de consommation</i> .....	124
<i>Mettre les experts au service des citoyens</i> .....	126
<i>Faire nos lois et les faire appliquer</i> .....	129
Alors, on fait quoi ? .....	137
Récit exclusif : le jour où la révolte a commencé.....	140



## Préambule : siffler en travaillant

Paris de mon enfance – 1975. Au coin des rues, des ouvriers chantonnent ou sifflent en travaillant.

Les rencontres et les circonstances ont façonné ma carrière. En 1984, mon diplôme d'ingénieur en poche, j'ai cherché à travailler dans les énergies renouvelables. Mais avec un pétrole à vingt dollars le baril, ce furent les banques qui m'ouvrirent les portes de leurs cages dorées. J'ai exercé dans plusieurs organismes bancaires, vu de près des pratiques étonnantes et même douteuses. En 1998, j'ai soutenu une thèse en gestion, puis enseigné les pratiques bancaires à l'université. Conscient des enjeux et des dégâts, j'ai commencé à intégrer à mes cours des mises en garde sur ce que je considérais comme les dérives toxiques de la finance. Et cela, malgré mon isolement dans l'institution où les chercheurs « alternatifs » sont rares. Peu à peu, mes recherches se sont orientées vers l'éthique et l'écologie. J'ai développé des méthodes pédagogiques actives et les travaux des étudiants<sup>1</sup>, sur des sujets librement choisis par eux, nous ont permis de prendre conscience des pillages et des ravages écologiques. À travers mes lectures, mes cours et mes voyages, en particulier ceux que

---

1. Voir le site « Crises et éthique de l'action » sur <https://sites.google.com/site/financeresponsable/>



j'ai menés en Chine, j'ai réalisé l'ampleur des catastrophes à venir.

Paris et Shanghai – 2015. La poésie s'est envolée. Les ouvriers, les cadres, les top-modèles, les papas, les présidents... n'ont plus le cœur au bonheur et rasant les murs de leurs existences ou paradent avec une ostentation agitée.

C'est ma perception de la réalité qui reflète la nostalgie d'une enfance insouciant. Ce n'était pas blanc hier et noir aujourd'hui ! Mais il n'empêche, il y a quelque chose de vrai dans cette perception. Ce presque-rien, j'en comprends les origines dans le type de mondialisation qui nous est imposé et que nous acceptons plus ou moins consciemment, qui dénature les relations et les comportements humains. Ce je-ne-sais-quoi, je le perçois ici ou là : une tristesse prémonitoire suinte des usines, des métros, des *open-space*, des cantines, des commerces et même de ce qui reste des campagnes. L'homme individualiste, trempé dans un bain de « bougisme »<sup>2</sup> et de faux dialogues, est sorti de sa société, s'est coupé de ses contemporains.

Il y a comme un grand silence dans ce monde qui retient son souffle comme les animaux s'arrêtent un moment, avant de fuir un incendie. Cygne noir<sup>3</sup>

---

2. Les nouvelles élites transnationales exigent de tous les individus qu'ils « bougent », qu'ils suivent le mouvement globalisateur, qu'ils accélèrent leur propre mouvement, qu'ils vivent à « l'heure de la mondialisation ». Lire : Taguieff Pierre-André, 2001, *Résister au bougisme : Démocratie forte contre mondialisation techno-marchande*, Paris, Mille et une nuits.

3. Pour comprendre comment un cygne noir est un événement imprévisible qui a une faible probabilité de se dérouler mais qui, s'il se réalise, a des conséquences d'une portée exceptionnelle. Lire : Taleb Nassim Nicholas, Rimoldy Christine, 2008, *Le Cygne noir : la puissance de l'imprévisible*, Les Belles Lettres.

(Taleb) que cette disparition des sifflements joyeux des travailleurs mais aussi signe noir qui alerte sur le devenir du monde.

Tout déconne. Tout a déraillé depuis longtemps. « On » fait l'autruche. Chacun est une parcelle de ce « On » qui fait comme si. Comme si tout allait reprendre comme « avant », selon la promesse dogmatique de cycles éternels. Comme la promesse des prophètes économistes du retour régulier à un âge d'or. « On » regarde ailleurs. « On » se tait. Qui pour prospérer et qui pour survivre.

Pourtant, seule la violence d'une parole radicale est une promesse d'avenir.

Or, l'imaginaire de notre société est invasif et nos cerveaux sont mal équipés pour résister aux flux incessants d'injonctions consuméristes. « Penser » c'est faire tomber les barrières mentales établies par nos sociétés qui filtrent nos perceptions pour nous cacher l'au-delà des barrières.

Nous ne partons pas de rien. Par les trésors qu'ils nous ont légués, des chercheurs et des penseurs nous font entrevoir des « vérités humaines » et d'autres mondes possibles. Nous savons :

1. Que l'humanité va manquer de ressources vitales avant 2050 (Club de Rome<sup>4</sup>). Qu'une très fragile couche d'humus nous apporte la nourriture<sup>5</sup>

---

4. Une croissance infinie sur une planète finie est impossible. Comment planifier pour gérer les limites ? Lire : Meadows Donella H., Meadows Dennis L., Randers Jorgen *et al.*, 1972, *The Limits to Growth*, New York, Universe Books.

5. La terre humus est une couche précieuse de quelques centimètres à respecter et la société agricole basée sur une société du carbone et de la chimie ne peut que s'effondrer. Lire : Rabhi Pierre, 2002, *Du Sahara aux Cévennes*, Albin Michel.

(Pierre Rabhi) et que notre société mondiale peut disparaître<sup>6</sup> (Jared Diamond).

2. Que les sociétés passent leurs crises en sacrifiant des boucs émissaires<sup>7</sup> (René Girard). Mais que le cycle de violence peut être stoppé par la justice comme le racontent les tragédies de l'*Orestie* d'Eschyle. Pour les Grecs de l'Antiquité, une société apaisée était possible. Zeus, le Dieu des Dieux, inquiet pour l'espèce humaine querelleuse, n'avait-il pas envoyé Hermès répartir le respect de l'autre, *aidôs*, et les règles pour la justice, *dikê*, de façon à ce que chacun ait sa part et non pour que quelques hommes seulement en soient pourvus ?

---

6. De nombreuses sociétés ont disparu comme celle des Incas. Nous n'avons pas tiré la leçon de ces expériences et nombre de causes de disparition sont présentes aujourd'hui. Jared Diamond a identifié ces problématiques à travers l'étude de civilisations anciennes ou de sociétés contemporaines. Au cœur de son analyse, la tragédie, dite « tragédie des biens communs », apparaît comme le fruit d'une absence de gestion collective (des écosystèmes principalement), parfois par surexploitation et parfois lors de difficultés climatiques. Les civilisations qui survivent ont su gérer, le plus souvent collectivement, et parfois de façon autoritaire, les biens communs et, dans certains cas, réussi à limiter les naissances pour alléger la pression des sociétés sur leur environnement. Lire : Diamond Jared, 2009, *Effondrement : comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie*, Gallimard.

7. L'homme est le plus mimétique des animaux qui désire ce que l'autre veut et entre en conflit avec lui. Lorsque la violence monte, un mécanisme naturel pousse ainsi les groupes humains à sacrifier l'un d'entre eux : un innocent, le bouc émissaire qui permettra de faire tomber les violences et sauver le groupe de l'autodestruction. Lire : Girard René, 1982, *Le Bouc émissaire*. Grasset.

3. Que la démocratie actuelle est une propagande fiction<sup>8</sup> (Naomi Klein). Que les hommes, souvent, ne peuvent pas être libres car ils sont paresseux<sup>9</sup> (Thucydide) et qu'il faudrait, en démocratie, mettre les experts au service des citoyens (Aristote)<sup>10</sup>.
4. Que la démesure est le propre de l'homme (Homère) et que nous sommes actuellement impuissants à limiter l'expansion technique et le complexe<sup>11</sup> (Jacques Ellul, Ivan Illich).
5. Que les camps détruisent l'humain dans l'homme<sup>12</sup> (Primo Levi), mais que certains peuvent placer

---

8. Le capitalisme sauvage détruit nos sociétés et nous conduit à l'esclavage. Lire : Klein Naomi, 2008, *La Stratégie du choc : La montée d'un capitalisme du désastre*, Actes Sud.

9. Thucydide, historien grec, décrit les guerres du Péloponnèse ayant conduit à la chute d'Athènes. La corruption des élites et la paresse ont, selon lui, conduit à la chute de l'expérience démocratique commencée avec Périclès.

10. Aristote a agencé les rôles complémentaires des experts qui maîtrisent la *techne* (action de l'homme sur le monde) et des citoyens qui expriment leurs opinions par la *doxa*. Si, sur le plan technique, l'expert domine le citoyen, sur le plan politique, il doit être au service du citoyen. Pourquoi ? Entre autres, parce que la collaboration et la discussion d'individus différents, même si individuellement ils sont ordinaires, favorisent une meilleure décision collective que celle de quelques sages.

11. Si Jacques Ellul souligne qu'il est impossible d'arrêter les évolutions techniques, Ivan Illich pense que le développement d'un outil convivial peut cependant servir l'homme. Lire : Ellul Jacques, 1954, *La Technique ou l'enjeu du siècle*, Armand Colin, et Illich Ivan, 1973, *La Convivialité*, Paris, Seuil.

12. Primo Levi explique le rôle des kapos qui sont des prisonniers sélectionnés pour leur violence. Il explique les hiérarchies à l'intérieur du camp, les « combines » qui ont permis à certains prisonniers de survivre plusieurs années alors que la plupart y sont morts en quelques mois. Lire : Levi Primo, 1987, *Si c'est un homme*, Paris, Julliard.

la dignité humaine au cœur de leur quotidien pour vivre et aimer<sup>13</sup> (Etty Hillesum).

6. Que la recherche de l'autonomie, « la révolte démocratique », si elle reste un accident de l'histoire, initiée il y a vingt-cinq siècles à Athènes, prolongée dans les villes libres du Moyen Âge et d'autres épisodes heureux ici et ailleurs, est un horizon politique envisageable pour gérer nos « affaires communes »<sup>14</sup> (Cornelius Castoriadis).

Avec ceci en tête, essayons-nous à une pensée radicale. Résumons-la, « à la hache », sachant que nous en détaillerons les subtilités dans cet ouvrage.

La planète, comme substrat physique, se détruit rapidement et perd son intégrité. De plus en plus d'éléments indispensables à la vie comme l'eau potable, l'air pur, la nourriture saine deviennent des « raretés ».

Va même être rapidement hors de notre portée, la sobriété heureuse et conviviale<sup>15</sup> pour tous car les oligarques actuels confisquent et détruisent les

---

13. Décédée le 30 novembre 1943 au camp de concentration d'Auschwitz, Etty Hillesum a décrit dans son journal intime la force de sa vie avec les autres et pour les autres et son dialogue avec Dieu : « Il faut oser faire le grand bond dans le cosmos : alors la vie devient infiniment riche, elle déborde de dons, même au fond de la détresse ». Lire : Etty Hillesum, 1985, *Une Vie bouleversée – Journal 1941-1943*, Paris, Seuil.

14. La recherche d'un projet d'autonomie collectif et individuel, qui part de la décision de faire vivre nos propres choix, est un possible de la démocratie. Lire : Castoriadis Cornelius, 1975, *L'Institution imaginaire de la société*, Paris, Seuil.

15. La proposition de la décroissance se décline, sans opposition frontale à notre société, dans le choix de vivre, en marge, une sobriété dans la joie. Lire : Rabhi Pierre, 2014, *Vers la sobriété heureuse*, Éditions Actes Sud. Une position plus radicale et politique nécessite de lutter contre le système productiviste. Lire : Latouche Serge, 2007, *Petit traité de la décroissance sereine*, Paris, Mille et une nuits.

ressources de notre planète. Ces derniers sont responsables de crimes contre l'humanité par la somme de leurs égoïsmes et la société qu'ils instaurent sans concertation. Ce livre est une pièce de leur jugement mais il souligne également la complicité de notre lâcheté.

Les premiers chapitres montrent un tableau noir : la société s'achemine vers une logique de camp planétaire, orchestrée par une minorité de nantis et régie par des mécanismes implacables.

Les derniers chapitres proposent une révolte, un bouleversement individuel et collectif, pour arriver à démanteler partout ce qui fait la logique du camp. Camus affirmait qu'il faut que la révolte consente à s'examiner pour apprendre à se conduire. La révolte sera fructueuse à condition de se fixer un cap et d'adopter les actions radicales indispensables pour pouvoir espérer vivre tous dignement.

Ce livre n'est pas un livre sympa. Ce qu'il dit est trop noir et trop indiscutable. Vous allez peut-être vous sentir mis en cause.

Ce livre ne méprise pas la part des colibris<sup>16</sup>. Au contraire : ce que fait chacun est vital. Mais l'incendie est déclenché. Et face aux forces considérables qui l'attisent, les colibris vont disparaître dans l'incendie.

Pour éteindre ce feu dévastateur, il faut commencer par mettre hors d'état de nuire ceux qui l'alimentent.

On ne peut plus se contenter de faire sa part sans déranger le système. Et les lecteurs qui sont acculés à servir ce système doivent avoir la lucidité d'admettre qu'ils servent un système nuisible. À cette condition,

---

16. Dans une fable amérindienne, un colibri va à contresens des autres animaux qui fuient devant l'incendie. Il apporte une goutte d'eau pour tenter de l'éteindre : il fait sa part.

lorsque l'occasion se présentera, ils sauront saisir l'opportunité<sup>17</sup> et prendront part à la révolte.

Ce livre veut participer à définir les conditions de notre « révolte des gueux » pour bâtir une société d'humains.

### **La Révolte des gueux**

La guerre de Quatre-Vingts Ans, également appelée révolte des gueux, est le soulèvement armé mené contre la monarchie espagnole par les provinces s'étendant aujourd'hui sur les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg et le nord de la France. Le soulèvement des Pays-Bas contre leur souverain d'Espagne, dont la manifestation la plus symbolique fut le Décret de déchéance (1581), témoigne que désormais un roi peut être déposé par ses sujets :

« Les Sujets ne sont pas créés de Dieu pour l'usage du Prince ; pour lui être obéissants en tout ce qu'il commande, fait, que la chose soit pie ou impie, juste ou injuste, et le servir comme esclaves. Mais le Prince est pour les Sujets, sans lesquels il ne peut être Prince, afin de gouverner selon droit et raison, les maintenir et aimer comme un Père ses Enfants, ou un Pasteur ses Brebis, qui met son corps et

---

17. Le kairos grec évoque le moment critique de la décision. Kairos est le dieu de l'occasion opportune. Quand il passe à notre proximité, il y a trois possibilités : on ne le voit pas ; on le voit et on ne fait rien ; on le voit et, au moment où il passe, on tend la main pour attraper sa touffe de cheveux et on saisit ainsi l'opportunité.

sa vie en danger pour les défendre et garantir. Et quand il ne le fait pas, mais qu'au lieu de défendre ses Sujets, il cherche de les opprimer, et de leur ôter leurs Privilèges, et anciennes Coutumes, leur commander et s'en servir comme d'esclaves, il ne doit pas être tenu pour Prince, mais pour Tyran. Et comme tel, ses Sujets, selon droit et raison, ne le peuvent plus reconnaître pour leur Prince. »

Extraits choisis :

Pages 37 à 46

Pages 66 à 73

Pages 80 à 84

L'aventure du riche moderne est tout autre. Ses terres se sont éloignées de son quotidien. Le riche d'aujourd'hui est d'autant plus étranger à ses propriétés qu'il n'est le plus souvent qu'actionnaire et que les réalités de ses biens physiques n'ont la consistance que de revenus, qu'il veut de plus en plus gras. Ce riche pense pouvoir échapper aux nuisances, sur ses îles, avec ses multiples passeports. Le riche est poussé par l'urgence. Si ce n'est pas lui qui pille, ce sera un autre prédateur. Ce riche change de bien quand il l'a épuisé. Et comme de nouveaux territoires, victimes des crises économiques comme en Europe du Sud, s'ouvrent encore à la vente des biens communs, ce riche a les moyens d'aller piller ailleurs sans faire la guerre, ou du moins sans la faire lui-même. Et nous avons tous un peu envie de devenir ce « riche moderne ».

La privatisation du capital du stock de richesse planétaire facilite son pillage. La terre et l'eau, comme toutes les autres raretés, sont privatisées. La plus grande spoliation historique des peuples du monde est en marche forcée. Le système économique n'est plus au service du plus grand nombre, il est au service d'une minorité.

### **L'émergence du camp planétaire**

Depuis 200 000 ans, la nature et l'homme cohabitent sur la planète terre. L'homme a évolué.

*L'homo sapiens*, appelé homme moderne, est capable de maîtriser les techniques. L'extérieur de son territoire lui paraît vide. Petit à petit, il va le coloniser entièrement.

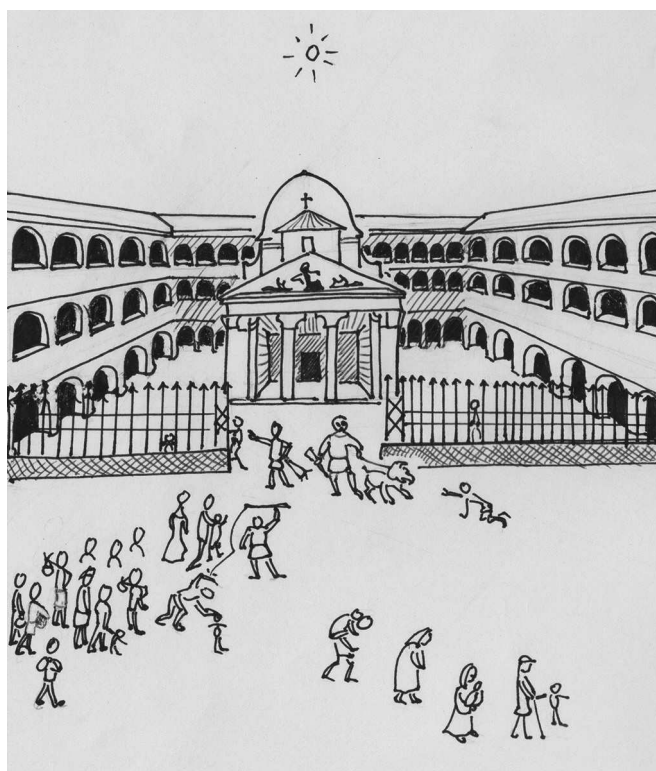
*L'homo oeconomicus* apparaît en 1492. En effet, après la découverte de l'Amérique, il n'y a plus d'extérieur vide, et l'homme peut enfin dessiner une

mappemonde complète. Il va continuer à développer les techniques, aidé de nouvelles méthodes économiques, pour exploiter la nature sans limite.

*L'homo refugius* apparaît en 1970. L'intérieur de son territoire est surexploité. De fait, depuis cette date, le prélèvement planétaire des humains (empreinte écologique) dépasse ce que la planète laisserait à leur disposition sans risque d'être surexploitée (bio capacité). Le pillage et la destruction de leurs lieux de vie conduisent alors de plus en plus les hommes à quitter leur territoire. Les hommes des autres territoires, où la nature n'est pas encore surexploitée, se protègent des « envahisseurs » en établissant des camps de réfugiés.

C'est ce nouvel âge d'Homme que nous explorons. Il ne ressemblera à aucun autre. Déjà, depuis longtemps, des phénomènes très localisés dans l'espace et le temps nous ont donné des aperçus des comportements humains et des modes de vie en ces circonstances.

Ainsi en 1622, suite à l'édit royal sur l'enfermement des pauvres et des mendiants, la ville de Marseille décida la création de Notre-Dame de la Charité afin de « renfermer dans un lieu propre et choisi par les consuls, les pauvres natifs de Marseille ». La répression de la mendicité s'y faisait de façon brutale par des gardes appelés « Chasse-gueux ». Les étrangers étaient expulsés, les Marseillais enfermés.



La Vieille Charité, Marseille, 1627.

En 1930, en Argentine, se crée la *Villa de la Miseria*, le bidonville des immigrants italiens à Buenos Aires.



## *La VILLA de la MISERIA*

*Villa de la Miseria,*  
Buenos Aires, 1930, Argentine.

De nos jours, des paysans « sans terres » du Pérou, de Bolivie et du Paraguay continuent d'y affluer. Aujourd'hui, la population des bidonvilles dans le monde croît au rythme de vingt-cinq millions de nouveaux résidents par an.

En 2016, selon le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés, une personne sur 113 dans le monde est un réfugié. Selon l'Organisation internationale du Travail, huit millions d'enfants sont esclaves. Selon le Programme des Nations Unies pour le Développement, plus d'un milliard de personnes n'ont pas accès à de l'eau salubre et ont de bonnes raisons de vouloir quitter leur coin de vie difficile.

En 2015, à l'intérieur du camp d'Azraq en Jordanie, 150 000 réfugiés peuvent vivre des années sans être autorisés à quitter leur camp. Dans les camps disséminés dans le monde, la durée moyenne de séjour est de dix-sept ans.

Depuis 2015, l'Europe connaît une migration massive et des campements provisoires se développent. Des pays comme la Hongrie mettent en place des systèmes pour éviter l'afflux de réfugiés.

Par contre, la Grèce, la Turquie, le Liban, par exemple, sont devenus des pays de campement.



Émeutes dans le camp de migrants  
de l'île de Chios, Grèce, 1<sup>er</sup> avril 2016.

Ce ne sont pas des camps de concentration au sens de cette définition précise : « un lieu fermé de grande taille créé pour regrouper et pour détenir une population considérée comme ennemie, généralement dans de très mauvaises conditions ».

Mais ce sont des camps où les gens sont entassés dans des conditions déplorables.

Il a existé et il existe encore, des camps de travail<sup>29</sup>. Ces camps sont des espaces organisés pour que le maximum de production de richesse remonte vers quelques-uns. L'organisation pratique l'exclusion des peu productifs et des contestataires. Elle est basée sur des indicateurs sacralisés et la valorisation de l'obéissance et de la propagande. Elle tient par la collaboration « volontaire » du grand nombre.

Ces camps de travail ont en commun avec les camps de réfugiés des conditions de vie qui empirent chaque jour.

Une question se pose. Les grilles des camps pourraient-elles grandir jusqu'à occuper tout l'espace pour nous enfermer tous ?

Ce camp pourrait-il devenir planétaire puisque la production est redirigée vers les plus riches alors que la planète perd sa fertilité ?

Les situations de violence générées par la dégradation des conditions de vie conduisent les plus riches à s'enfermer eux-mêmes dans des camps « luxueux ».

### ***Îles pour riches et camps pour pauvres***

Les quartiers, fermés et gardés, de résidences pour riches se multiplient et nombre d'îles deviennent les propriétés exclusives des milliardaires. Dans des lieux hors d'atteinte, ils vivent, dans de très bonnes conditions et dans l'opulence sans limite. Les 10 % les plus riches du monde détiennent 86 % de la richesse mondiale alors que la moitié de la population

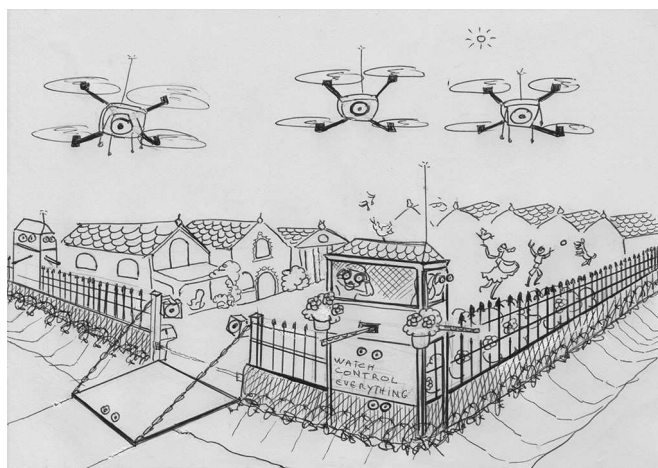
---

29. On peut penser aux *sweatshops* pour le textile mais aussi à toutes les productions, minières, agricoles ou industrielles, réalisées dans des conditions d'exploitation inhumaines.

mondiale ne dispose que de 0,5 % de cette richesse. Tout en haut de l'échelle, les ultra-fortunés qui ne représentent qu'une petite frange de 0,7 % de la population, détiennent plus de 41 % du patrimoine mondial<sup>30</sup>.

Les classes moyennes tentent par tous les moyens de copier ce modèle et de se créer des petites communautés fermées pour échapper à une violence qui semble se répandre.

On est d'un côté ou de l'autre de la barrière.



*Gated Community* de la retraite  
à Twin Lakes, Sanford, Floride, USA.

Les privilégiés laissent le « reste » du territoire : 95 % de la planète. La dégradation de ce territoire progresse inéluctablement. C'est donc ce « reste » qui a vocation à devenir « le camp planétaire ». Immense.

Cette logique de camp ne sert pas seulement à enfermer, elle sert à exploiter. Les « chanceux » continuent la récolte des fruits du pillage. À qui

30. Selon l'observatoire des inégalités, [<http://www.inegalites.fr/>], auquel participe l'économiste Thomas Piketty.

peuvent se brader ceux du camp qui n'ont, quand ils se réveillent, pas un *kopeck* pour assurer le repas du soir, si ce n'est directement ou indirectement à des structures qui font remonter le bénéfice du travail de ces « forçats » à ces quelques « chanceux » ? La très grande part de la population mondiale se retrouve ainsi dans un camp de plus en plus exsangue et dont la production remonte pour l'essentiel vers les plus riches.

La mise en place progressive du camp planétaire est un avenir possible parce que « tout est mûr ».

Comme dans un camp, la folie dirige. Et nous y assistons en direct sur la télévision géante du monde. Un exemple : Dubaï qui, pour bâtir ses îles artificielles pour milliardaires, importe depuis l'Australie le sable nécessaire à ses projets pharaoniques.

Comme dans un camp, la violence est entretenue. Contre le « terrorisme », nous augmentons nos ventes et livraisons d'armes à des pays instables et bombardons aveuglément terroristes et populations civiles, créant ainsi le terreau d'un cycle sans fin de violence.

Comme dans un camp, les possibilités d'autonomie des collectivités sont confisquées. L'exemple grec est édifiant. L'État grec ne perçoit plus directement ses impôts qui partent immédiatement rembourser les créanciers. La France se dit souveraine... et pourtant. En ce qui concerne la souveraineté monétaire : aujourd'hui, nous ne décidons plus ni quand, ni à qui nous distribuons la monnaie fabriquée par la Banque centrale européenne. En ce qui concerne la souveraineté budgétaire : depuis 2011, l'équilibre de notre budget national est contrôlé par le Parlement européen. En ce qui concerne la souveraineté législative : les traités européens sont supérieurs aux lois nationales. Les lois les plus cruciales se décident à Bruxelles. En ce qui concerne la souveraineté

judiciaire : avec les projets de traités transatlantiques, CETA comme TAFTA, nous envisageons de laisser les grandes entreprises faire des procès aux États européens quand elles estiment que des bénéfices escomptés leur échappent du fait de réglementations nationales. En ce qui concerne enfin la souveraineté militaire : Nicolas Sarkozy a défait l'indépendance, arrachée par le général de Gaulle, en nous intégrant dans l'OTAN sous commandement américain.

Cette perte d'autonomie est générale dans notre système européen actuel si bien que le président de la Commission européenne a pu affirmer : « Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens déjà ratifiés ».

La même logique de confiscation d'autonomie est exercée depuis des décennies par le FMI et la Banque mondiale envers les pays pauvres.

Comme dans un camp, les mauvaises pratiques chassent les bonnes. En Orient, la course à l'enrichissement conduit comme en Occident, aux mêmes travers de corruption et aux mêmes dégâts environnementaux. La copie des mauvaises pratiques est, comme ailleurs, la norme. Partout sur la terre, l'histoire est semblable dans sa tendance à la dégradation des conditions pour les uns et la démesure pour les autres.

Le camp planétaire s'installe et les chefs de camps généralisent partout leurs mêmes bonnes pratiques avec une efficacité redoutable.

### ***Le camp planétaire : un héritage nazi***

Nous n'osons pas regarder les vérités qui dérangent.

Les camps et leurs vérités ont toujours été des tabous. Après l'horreur des camps nazis, un silence de mort a pesé sur l'Europe. Pour personne alors,

La vente des organes permet de nier l'humanité de l'homme : l'homme ne devient qu'une somme d'organes fonctionnels. Depuis des éternités, dans toutes les religions, la vie de l'homme dans son intégrité avait conquis un caractère sacré, signe d'une lutte laborieuse contre la barbarie. Or, de fait, le marché des organes qui s'est développé sans débat préalable, a été imposé à tous. La déshumanisation du quotidien est en route, comme le décrivait en 1956 le philosophe Günter Anders dans son livre *L'Obsolescence de l'homme*.

Le culte de la performance prime sur le sacré de la vie et programme la disparition froide et technique des hommes qui n'améliorent pas les indicateurs définis par les puissants.

Pour les intérêts de qui sont donc construits la plupart de nos indicateurs ? Il me semble qu'ils correspondent le plus souvent à ce qui est choisi quand on pratique un vote de type du système libéral « un dollar, une voix » plutôt que celui démocratique « un homme, une voix ».

### *Asservissement par la bourse et la dette*

Dans la notion de « moyens de production », nous incluons la nature, les matières premières et les énergies à capter mais aussi le travail, l'intelligence des hommes et leurs relations commerciales. La bourse et la dette permettent de soumettre tous ces moyens de production.

J'affirme que la bourse conduit à la dégradation des conditions des travailleurs. Et je m'appuie pour énoncer cette vérité choquante, sur la technique de valorisation d'une entreprise. Pour faire une plus-value, il faut promettre d'augmenter les profits futurs. Chaque jour, pour que le cours en bourse augmente,

il faut faire une nouvelle promesse et donc trouver, si la taille du gâteau n'augmente pas, de nouvelles économies de dépense.

**Petite histoire  
de la valorisation financière d'une entreprise  
et de la soumission progressive des travailleurs.**

François est actionnaire majoritaire d'une grande entreprise qui verse des dividendes une fois par an.

Il revend ses actions en bourse à Peter, investisseur avisé, qui va faire un calcul très simple. Il va faire la somme des bénéfices escomptés sur les vingt prochaines années pour déterminer le prix d'achat des actions. Supposons que Peter garde ses actions une année avant de les revendre. Il va toucher le dividende au bout d'une année puis revendre à Jean-Claude, les actions au prix qu'il les a achetées.

Jusqu'ici tout va bien. Sauf que Jean-Claude est plus gourmand. Après avoir touché le dividende d'une année, Jean-Claude voudrait revendre ses actions 10 % plus cher à Jin, et pour ce faire, il doit demander à Carlos, le PDG, d'augmenter les bénéfices futurs de 10 %. Ce dernier peut, par exemple, utiliser des robots pour assister les ouvriers et augmenter la productivité. Jin achète donc les actions à Jean-Claude 10 % plus cher puisque les bénéfices des vingt prochaines années augmenteront de 10 %.

Mais Jin, demande l'année suivante à Carlos d'augmenter encore une fois les bénéfices futurs de 10 %. Il veut lui aussi, à son tour, gagner 10 % sur la revente de ses actions à Youssef. Carlos, qui ne peut plus augmenter la productivité, propose maintenant de baisser les salaires de 10 %.

Si Youssef veut lui aussi 10 % de plus-value à la revente, il faudra encore baisser le salaire des employés de 10 % ou délocaliser ou licencier. Dans le cas contraire, il ne pourrait revendre ses actions qu'au prix où il les a achetées.

Les calculs des financiers sont plus complexes mais gardent ce principe.

Ainsi, l'objectif de rentabilité, au cœur de tous calculs de finance, conduit à une dégradation continue de traitement des salariés. Le bon gestionnaire est dans les pratiques actuelles le *cost killer* (tueur des coûts). Les travailleurs sont considérés comme des coûts. La compétitivité oblige les bonnes entreprises, celles qui traitent mieux les salariés, à s'aligner sur les pratiques de leurs concurrents pour satisfaire les actionnaires.

Quand les profits futurs sont sacrés, ils dévorent les travailleurs.

Marx avait repéré que le travail n'est pas rémunéré à sa juste valeur puisqu'une fraction de la valeur ajoutée est prélevée, non pour le réinvestissement dans l'outil production (par exemple, remplacer les machines hors d'usage) mais versée en dividendes aux détenteurs du capital. La décence des besoins des travailleurs peut parfois être sacrifiée au profit de l'indécence des désirs des actionnaires. La concurrence conduit à augmenter les profits quitte à spolier de plus en plus ce qui est légitime pour une vie décente des travailleurs.

Pour préserver les profits des actionnaires, les très grandes entreprises vont jusqu'à imposer aux États leurs politiques sociales et même écologiques. En 2012, l'entreprise Veolia a pu faire condamner l'Égypte qui avait voté une loi pour augmenter le

salaires minimum des travailleurs. Ce principe devrait se généraliser avec le projet de traité entre le Canada et l'Europe, CETA, qui prévoit de donner la possibilité aux entreprises de demander réparation aux États pour « manque à gagner au regard des profits escomptés » auprès de tribunaux privés<sup>43</sup>.

La bourse détruit les travailleurs et, en les payant de moins en moins, les pousse à l'endettement. Par son accumulation excessive, cette dette, telle qu'elle est pratiquée, conduit à la mise en esclavage des individus et à la confiscation de leurs outils de production. De même, les États peuvent aussi se retrouver dans des conditions de domination par leurs créanciers<sup>44</sup>.

La première monnaie est apparue comme une monnaie-dette. Sur une tablette d'argile, on inscrivait une obligation de remboursement avec le sceau de l'emprunteur. Le créancier la conservait en garantie. Au moment du remboursement, on brisait le sceau. Tout se compliquait lorsque celui qui devait rembourser ne le pouvait pas. Fallait-il en faire un esclave ou être clément ? De la Mésopotamie du roi

---

43. Voici un exemple lié à l'accord de libre-échange nord-américain Aléna. Le pipeline Keystone (coût estimé quatre milliards de dollars) aurait dû transporter le pétrole des sables bitumineux de l'Alberta vers les USA. Or, le président Obama a décidé en 2015 de ne pas autoriser la construction de ce pipeline car il entre en contradiction avec les actions prises contre le réchauffement climatique. TransCanada poursuit en justice le gouvernement américain et demande quinze milliards de dollars de dédommagement de manque à gagner sur profits futurs.

44. Lire : Graeber David, 2013, *Dette : 5 000 ans d'histoire*, Paris, Les Liens qui libèrent.

Hammourabi<sup>45</sup> au décret de 1848<sup>46</sup> qui abolit l'esclavage, des réglementations sur la dette ont voulu conserver à chacun sa liberté et les outils qui la permettent.

Pourtant aujourd'hui, des hommes surendettés sont traités en esclaves. À cause de leur endettement, ils sont exploités par des mafias, des sous-traitants de sous-traitants, des actionnaires obnubilés par le rendement de leurs placements, des consommateurs qui veulent ignorer le pourquoi du prix si bas de leurs achats.

Pourtant aujourd'hui, des États surendettés vivent un esclavage collectif. La dette grecque a permis de privatiser les terres, les îles, les ressources en eau et de transférer des milliers de médecins grecs vers l'Allemagne. Des entreprises publiques, ports et aéroports, champs et immeubles sont devenus propriétés de fonds spéculatifs internationaux et de banques. Les créanciers ont imposé des coupes sombres dans les dépenses publiques notamment

---

45. Il y a 4 000 ans, pour tenter d'enrayer la mise en esclavage, le plus vieux texte de loi du monde, le code du roi Hammourabi, énonçait clairement des limites pour empêcher les créanciers de transformer les autres sujets du roi en esclaves. Le créancier ne peut prendre de l'orge dans la maison du débiteur (art. 113), pas plus qu'il ne peut saisir un bœuf (art. 241) sans son consentement. Les moyens de travail et de survie immédiate du débiteur insolvable sont donc protégés. Et si le créancier peut saisir le débiteur, sa femme, ses enfants comme esclaves (art. 115), ceux-ci seront automatiquement libérés au bout de trois ans (art. 117).

46. Le décret de 1848, dans son article 8, abolit l'esclavage et toute participation indirecte à l'exploitation : « Même en pays étranger, il est interdit à tout Français de posséder, d'acheter ou de vendre des esclaves, et de participer, soit directement, soit indirectement, à tout trafic ou exploitation de ce genre. Toute infraction à ces dispositions entraînera la perte de la qualité de citoyen français. »

dans la santé et l'éducation. La dépossession par les créanciers des biens communs du peuple grec a été des plus brutales. L'esclavage est assuré pour les Grecs de 2016 et leurs descendants.

Peuvent ainsi être asservis par leurs créanciers des États entiers, et particulièrement ceux-là mêmes qui possèdent déjà peu de richesses, rarement leurs outils de travail et n'assurent que des salaires misérables. De nombreux pays du tiers-monde, après avoir été endettés avec la complicité de dirigeants corrompus, ont été pillés. Bien souvent, une « dette odieuse » a été contractée par des dictatures pour financer des actions contre l'intérêt de leurs populations, et leurs créanciers en avaient connaissance. Pourtant, sans en tenir compte, la Banque mondiale et le FMI prêtent à nouveau à ces États en échange d'une privatisation de leurs biens publics, d'une libéralisation du commerce et de coupes sombres des dépenses publiques.

L'avenir verra une multiplication de ces spoliations car les dettes mondiales, qui représentent déjà en 2015 environ 200 000 milliards de dollars soit près de trois années de la production mondiale de richesses, vont permettre de transférer la propriété des moyens de production et des biens communs.

La dette, telle qu'on la supporte, telle qu'on la fabrique aujourd'hui, la dette démesurée, conduit à la soumission des moyens de production par la mainmise des créanciers, nationaux ou étrangers, sur les possibilités de travail, sur les biens communs en détruisant toute possibilité d'autonomie des populations.

### *Nocivité des très grandes entreprises*

La très grande entreprise se différencie de l'entreprise dans la mesure où elle vise à croître à « tout prix » et, par conséquent, à éliminer ses concurrents

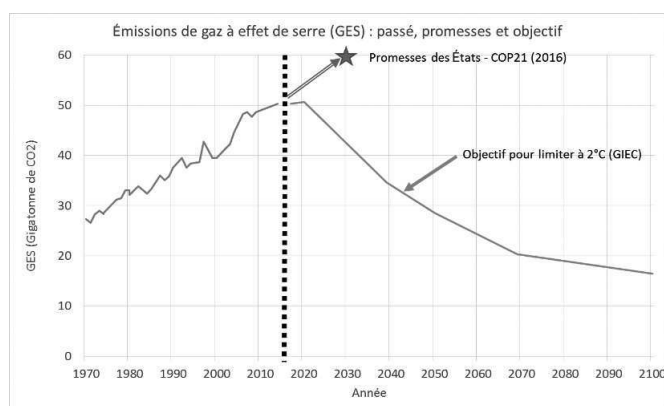
ou à faire des cartels aux dépens des consommateurs. Elle consacre une partie de sa puissance pour influencer sur les décisions politiques, parfois au détriment de l'intérêt général.

Aujourd'hui, de fait, les très grandes entreprises gèrent l'essentiel de la production mondiale de biens et de services. Si bien que l'opinion publique, la pression des consommateurs ou des responsables politiques invitent la très grande entreprise à assumer la pérennité des moyens de production. On attend d'elle qu'elle assure notre santé en ne polluant pas, qu'elle ne triche pas et qu'elle ait des bonnes pratiques, qu'elle assure la justice sociale car elle mettrait l'homme avant le profit. D'où une notion à la mode : la Responsabilité sociale des entreprises (RSE). La très grande entreprise affiche cette volonté de bien faire. Mais la réalité se heurte à trois contradictions : « faire du profit » est-il compatible avec « polluer moins », avec « respecter les lois » ou « avoir une éthique » ?

Première contradiction : faire du profit et polluer moins.

Prenons l'exemple de la lutte contre le changement climatique. En 2006, Pacala et Socolow, des chercheurs reconnus de Princeton, en collaboration avec le pétrolier BP, avaient trouvé que, pour garder une chance de maîtriser l'emballement du changement climatique, il fallait stabiliser les émissions de gaz à effet de serre à 45 milliards de tonnes de CO<sub>2</sub> par an. Depuis vingt ans se développent les discours d'entreprises guidées par des principes de la Responsabilité sociale des entreprises. Elles établissent un rapport annuel vantant leurs bonnes pratiques tant écologiques que sociales et affichent leurs efforts de responsabilité en la matière, certifiés par des normes, des labels ou des agences de notation. Les entreprises et les collectivités paraissent en 2016 toutes

écologico-compatibles et vertes, exemplaires dans la lutte contre le changement climatique. Presque toutes les grandes entreprises prétendent qu'elles polluent moins alors que la pollution explose. En 2015, nous émettons 50 milliards de tonnes de CO<sub>2</sub> par an. Le GIEC<sup>47</sup> estime qu'il faut descendre sous les 40 milliards de tonnes de CO<sub>2</sub> par an dès 2030. Malgré cela, en 2016, alors que nous savons l'emballlement probablement incontrôlable, 223 pays se sont réunis à la COP21 pour annoncer comme un succès mondial la simple promesse de viser des émissions de 60 milliards de tonnes de CO<sub>2</sub> par an pour 2030.



Émissions de gaz à effet de serre.

47. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a été créé en 1988 en vue de fournir des évaluations détaillées de l'état des connaissances scientifiques, techniques et socio-économiques sur les changements climatiques, leurs causes, leurs répercussions potentielles et les stratégies de parade. Depuis lors, le GIEC a établi cinq rapports d'évaluation.



McCloy partageant la tribune d'Hitler en 1936.  
Public Domain. Suggested credit: Library of Congress

Aujourd'hui, suffisamment d'informations sont disponibles pour savoir que très peu d'entreprises internationales s'interdisent de vendre à des dictatures et savent contourner les embargos.

Quand pour l'entreprise : « Un client est un bon client s'il rapporte de l'argent. », que se passe-t-il sans un contrôle démocratique incorruptible de ses activités ?

Faire toujours plus « du profit » ou vouloir une expansion maximale, c'est faire toujours plus de dégât. Et combien de très grandes entreprises ont la sagesse de limiter leur expansion ?

Je crois que la très grande entreprise qu'on voudrait responsable est par essence irresponsable. Trois écueils empêchent même les entreprises de devenir responsables.

Le premier écueil est un vice de forme juridique. À l'issue de la Guerre de Sécession, l'amendement 14 de la Constitution des États-Unis a accordé aux Noirs les mêmes droits qu'aux Blancs : « Toute personne née aux États-Unis en est citoyen.

Les États ne peuvent porter atteinte à leur vie, liberté, ou propriété sans une procédure légale régulière ». Quelques années plus tard, des avocats d'affaires ont obtenu que les *Corporations*, « personnes morales », bénéficient des mêmes droits que les personnes physiques. Les actionnaires ne sont plus responsables des dégâts occasionnés par l'entreprise, c'est la « personne morale entreprise » qui sera mise en cause. Grâce à cette contorsion juridique, les entreprises ne sont plus soumises à autorisation d'activité et ont toutes les libertés d'entreprendre ce qu'elles veulent.

En France, dans le même esprit, l'entreprise est devenue Société à responsabilité limitée. La SARL peut être un outil qui offre de vaste possibilité d'immunité des crimes et dégâts. Si elle doit payer des dégâts d'un montant supérieur au capital de l'entreprise, elle fera faillite et ne réparera pas les préjudices<sup>55</sup>. Sauf dans le cas de rares entreprises, dites en commandite, où les membres sont responsables sur leurs biens propres, la faillite ne touchera pas la fortune personnelle de l'actionnaire. Le rendement pour l'actionnaire, les risques pour les autres.

Le deuxième écueil est la facilité pour la très grande entreprise de s'exonérer de sa contribution au bon fonctionnement de la société dans laquelle elle opère. Airbnb en 2015 est une *start-up* dont le chiffre

---

55. On peut même faire plus malin. Syngenta, le géant des pesticides, a trouvé selon le *Canard enchaîné* d'octobre 2016 un moyen élémentaire d'échapper à la justice en créant une filiale avant de la dissoudre dès que des risques de dédommagements s'annoncent : « Syngenta Seeds holding, une filiale, avait balancé près de 1 000 tonnes de semences périmées, enrobées d'insecticides... En 2011, les juges signent l'ordonnance de renvoi en correctionnelle... Mais 5 jours plus tard, Syngenta dissout sa filiale. Plus de boîte, plus de responsable : c'est la bête loi française ! »

d'affaires réel en France est de 65 millions d'euros, commission sur les 481 millions qu'elle a reversés à ses loueurs français. L'argent des loyers français est envoyé chez Airbnb Ireland, filiale détenue par Airbnb Inc, immatriculée au Delaware, paradis fiscal. La filiale parisienne, la SARL Airbnb France, ne vend rien en France et n'est qu'une société de prestation de services en marketing pour sa maison mère en Irlande. Et ainsi Airbnb, dont la valeur en bourse est estimée à 30 milliards de dollars en 2016, n'a payé que 69 168 euros d'impôts en France en 2015. Cette mansuétude est-elle compensée par le fait qu'elle « facilite » pour certaines collectivités locales, la collecte des taxes de séjour qui leur reviennent ? De la « bienfaitrice » fondation au chantage à l'emploi, beaucoup de grandes entreprises ont un sens très limité de la responsabilité.

Le troisième écueil est la position d'oligopole de ces très grandes entreprises. Nous observons une multiplication des rachats par une poignée de multinationales qui concentrent la puissance d'exploitation des autres entreprises sous-traitantes<sup>56</sup>. En 2015, 1 318 entreprises multinationales contrôlaient 60 % de la production mondiale<sup>57</sup> et 147 d'entre elles en contrôlaient 40 %. Et la concentration s'accélère !

Qui devrait contrôler que les grandes entreprises sont bien responsables ? Les représentations syndicales des salariés ? Les associations de consommateurs ? Les ONG ? Un quelconque citoyen ? Les services de l'État ?

---

56. Des géants incontrôlables se créent comme Bayer qui vient d'acheter Monsanto pour 59 milliards de dollars.

57. Vitali Stephania, Glattfelder James, Battiston Stephano, octobre 2011, "The Network of Global Corporate Control", *PLOS*, [en ligne], [<http://journals.plos.org/plosone/article?id=10.1371/journal.pone.0025995>]

Depuis de nombreuses années, les exigences des États vis-à-vis des entreprises diminuent. J'y vois deux raisons principales. D'une part, il y a collusion et les postes d'influence se négocient dans un petit monde fermé<sup>58</sup>. Les grandes carrières se font par des allers-retours au service des grandes entreprises puis de l'administration publique. Les conflits et les prises illégales d'intérêts se multiplient. D'autre part, tous les décideurs publics subissent la pression des lobbies au service des très grandes entreprises. Ceux-ci ont aujourd'hui des moyens financiers impressionnants.

Extrêmement puissantes, les grandes entreprises sont devenues le principal vecteur des trois soumissions : elles produisent les outils de destruction de notre vie privée, elles imposent les indicateurs de performance

---

58. Deux exemples :

Goldman Sachs est une banque quelquefois surnommée Government Sachs tant elle fournit de hauts dirigeants aux États dans le secteur politique, économique et financier. Une poignée de noms d'une liste interminable. Robert Rubin et Hank Paulson, anciens secrétaires du Trésor des États-Unis ; Mark Carney, gouverneur de la Banque du Canada ou encore Malcolm Turnbull, l'actuel Premier ministre australien ; Anders Fogh Rasmussen, ancien Premier ministre du Danemark et ancien secrétaire général de l'OTAN ; l'Irlandais Peter Sutherland, ancien Commissaire européen chargé de la concurrence ; Mario Monti, ancien président du Conseil italien ; Otmar Issing, de la Bundesbank puis de la BCE ont tous été embauchés par Goldman Sachs. Mario Draghi, qui fut vice-président de Goldman Sachs Europe de 2002 à 2005, est président de la BCE depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2011.

Gazprom : Gerhard Schröder, Chancelier allemand d'octobre 1998 au 22 novembre 2005, a signé à la fin de son mandat, avec Vladimir Poutine, un engagement financier de l'Allemagne d'un milliard d'euros pour le financement d'un gazoduc dans la Baltique. Le 30 novembre 2005, il a pris la présidence du conseil d'administration de Nord Stream AG, une filiale à 51 % de Gazprom, chargée de construire justement ce gazoduc.

comme moyen de contrôler les hommes et elles utilisent les outils financiers nuisibles.

Les entreprises multinationales imposent aux États la même logique de fonctionnement : la mise en place d'indicateurs, la normalisation mondiale, le vote de lois favorables aux entreprises, la mise en concurrence des salariés.

Afin de disposer de salariés malléables et peu chers, elles trouvent intérêt à ce que toute la société fonctionne comme un camp.

### **L'organigramme du camp**

Comme dans un camp, notre société mondialisée est une hiérarchie pyramidale à large base : au sommet, une oligarchie ; dessous, ceux qui font fonctionner le camp et tout en bas une multitude d'hommes en « voie de désintégration ».

#### ***Une oligarchie qui fascine***

À la tête du camp, en haut de la pyramide, règne une oligarchie qui nous fascine.

Le désir mimétique et la fascination fonctionnent envers les *self-made-men* et les *people* dont la vie, que nous rêvons pouvoir être la nôtre, s'étale dans pratiquement tous les médias de masse. Si ce n'est pour nous, nous projetons pour nos enfants le rêve d'intégrer ce milieu. Nombre d'entre nous pensent même que les exemples de Bill Gates ou de Céline Dion prouvent un accès égalitaire des enfants du peuple au pouvoir et à la richesse.

En fait, c'est une parfaite illusion car l'oligarchie est principalement héréditaire. Les *self-made-men* détiennent une petite partie infime de la richesse et du pouvoir par rapport à celle que détiennent les

Si la lecture de ces extraits vous interpelle, vous pouvez :

- acheter le livre papier (11€) ou le ebook (5 €).
- soutenir l'éditeur haut-alpin, Yves Michel, sans qui ce livre n'aurait été publié  
<http://www.yvesmichel.org/product-page/livres-a-paraitre/camp-planetaire-un-danger-bien-reel/>
- diffuser à vos relations, à des journalistes ou des libraires les extraits du livre. Une vidéo de présentation est disponible sur <https://sites.google.com/site/financeresponsable/home/contrelecampplanetaire> ).
- organiser un débat.

Pour me contacter : [denis.dupre@univ-grenoble-alpes.fr](mailto:denis.dupre@univ-grenoble-alpes.fr) .